

Consultation publique sur consultation publique sur l'harmonisation de la présentation des résultats de simulation

Réponse de la ville de Lyon

Dans le cadre de charte signée avec les opérateurs de téléphonie mobile en 2002, la Ville de Lyon demande déjà aux opérateurs des simulations de champs dans les équipements dits sensibles (écoles, crèches,...) situés à moins de cent mètres mais aussi pour les immeubles d'habitation directement impactés par les émetteurs.

Afin que ces simulations soient pertinentes, a fortiori en milieu urbain dense, elles doivent être **calculées à la hauteur la plus défavorable** du bâtiment le plus exposé, **pour chacun des secteurs et en espace libre**.

En effet, une représentation de l'exposition simulée à 1,5 m du sol n'est pas significative quant à l'impact des relais situés en toiture de bâtiments.

Il apparaît également opportun de fournir des niveaux de champs en espace libre (et pas seulement en espace masqué) car, en cas de mesure in situ, après mise en service des émetteurs, le protocole ANFR/DR15-3 n'impose pas la fermeture des fenêtres.

En conclusion, fournir des simulations à 1,5 m du sol et à l'intérieur des bâtiments conduirait à sous-estimer l'impact des antennes sur les immeubles et sites sensibles voisins.

La réalisation de mesures sensiblement plus élevées dans les logements situés face aux nouveaux émetteurs risquerait en conséquence de mettre les différents interlocuteurs (opérateurs, mairie) en difficulté.